



Bulletin de veille stratégique et opérationnelle n°18

octobre – décembre 2019



Le ministère des Armées fait régulièrement appel à des études externalisées auprès d'instituts de recherche privés, selon une approche géographique ou sectorielle, visant à compléter son expertise interne. Ces relations contractuelles s'inscrivent dans le développement de la démarche prospective de défense qui, comme le souligne le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, « doit pouvoir s'appuyer sur une réflexion stratégique indépendante, pluridisciplinaire, originale, intégrant la recherche universitaire comme celle des instituts spécialisés ».

Une grande partie de ces études sont rendues publiques et mises à disposition sur le site du ministère des Armées. Dans le cas d'une étude publiée de manière parcellaire, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie peut être contactée pour plus d'informations.

AVERTISSEMENT : Les propos énoncés dans les études et observatoires ne sauraient engager la responsabilité de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou de l'organisme pilote de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère des Armées.

Au sommaire du BV n°18

Au sommaire de ce 18^{ème} bulletin de veille : la COP25, le sommet annuel de l'ONU sur le climat, aura finalement lieu à Madrid, du 2 au 13 décembre 2019, suite au renoncement du gouvernement chilien contraint par les protestations sociales importantes qui ont lieu dans le pays depuis plusieurs mois.

Ce bulletin de veille se concentre principalement sur les thématiques suivantes :

- ❖ Un sondage récent rapporte que le changement climatique est identifié comme la première préoccupation des européens. Pour près d'un Européen sur deux (47 %), le changement climatique est le premier défi qui le concerne directement et auquel il faut faire face. Cette préoccupation devance l'accès au système de soins et de santé (39 %) et le chômage (39 %).
- ❖ La Belgique annonce placer les liens entre climat et sécurité au centre de son mandat au Conseil de Sécurité de l'ONU.
- ❖ Le Parlement européen adopte une résolution déclarant l'urgence climatique et environnementale en Europe et dans le monde.
- ❖ La banque africaine de développement (BAD) et la banque européenne d'investissement (BEI), qui comptent parmi les grands bailleurs de fonds pour les projets énergétique en Afrique, ont fait savoir qu'elles envisagent de ne plus financer de centrales à charbon pour la première, et de projets liés aux énergies fossiles, pour la seconde.
- ❖ En amont de la publication de son pensum annuel, le World Energy Outlook (WEO) donnant les grandes tendances énergétiques mondiales, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié un document de 300 pages sur le continent africain, lieu d'un avenir « crucial pour le monde ».
- ❖ Le sommet Afrique-Russie de Sotchi a été marqué par la présence de l'agence nucléaire russe Rosatom, dont les experts proposent aux États africains le choix de la technologie nucléaire russe à des fins civiles pour soutenir leur développement.
- ❖ En Australie, suite de la sécheresse, d'immenses feux de forêts se sont déclarés dans l'est du pays puis se sont propagés à grande vitesse. Les forces armées ont été envoyées par le gouvernement pour apporter leur soutien aux 3 000 pompiers mobilisés
- ❖ Depuis début novembre, les prix du pétrole brut Brent se situent à environ 62 \$ par baril contre 60 \$ en moyenne en octobre dernier. Ce calme relatif reflète l'attente des opérateurs face aux différentes annonces concernant l'équilibre du marché pour les mois à venir.
- ❖ Mi-novembre 2019, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a présenté ses perspectives annuelles via le *World Energy Outlook 2019*, un rapport dans lequel elle invite les différents acteurs à s'interroger sur les profondes disparités observées dans le système énergétique mondial.
- ❖ D'après un rapport de l'*Union of Concerned Scientists* publié ce mois, ce sont 169 bases militaires américaines qui risquent d'être fortement impactées par le réchauffement climatique dans les prochaines décennies, notamment par l'allongement des périodes de canicules.
- ❖ Le U.S. Department of Energy (DOE) a annoncé qu'il collaborait avec le Department of Defense (DOD) pour le développement d'un véhicule de secours alimenté à l'hydrogène, le 'H2Rescue'.
- ❖ En Chine, en Chine détection de deux cas de forme pulmonaire de la peste. Alors que les rats ont été incriminés depuis des siècles pour expliquer la propagation de la peste, des travaux récents semblent montrer que les multiples ré-introductions de la maladie en Europe au cours de l'histoire seraient plutôt liées à des modifications climatiques en Asie.

Sommaire

Au sommaire du BV n°18.....	3
Veille stratégique	6
Actualités internationales	6
1. Le Chili renonce à organiser la COP25	6
2. Les États-Unis ont envoyé la notification formelle de leur retrait de l'Accord de Paris.....	6
3. La Belgique annonce placer les liens entre climat et sécurité au centre de son mandat au Conseil de Sécurité de l'ONU.....	6
4. La Marine et le secteur maritime se retrouvent autour des enjeux climatiques.....	7
Actualités scientifiques.....	7
5. Les seuils de rupture climatique pourraient être atteints plus tôt que prévu	7
6. Planter mille milliards d'arbres ne va pas arrêter le changement climatique	7
7. Le changement climatique et la santé... est-il encore temps de parler de compte à rebours ?.....	8
Actualités africaines.....	9
8. La banque africaine de développement et la banque européenne d'investissement disent non aux énergies fossiles	9
9. L'énergie en Afrique, un enjeu « crucial » d'après l'Agence internationale de l'énergie ..	10
10. Sommet Afrique-Russie de Sotchi : l'énergie nucléaire clé en main	11
11. Climat : avant la COP25, l'Afrique fait bloc autour du Maroc pour défendre son agriculture	11
12. Investissements en Afrique : la France oriente ses financements vers les PME et l'environnement	12
13. Montée des tensions entre l'Éthiopie et l'Égypte autour du barrage de la Renaissance...	13
14. La canicule menace les champs de thé au Malawi	13
15. Sècheresse sans précédents en Afrique australe	14
16. Les pluies continues au Burkina Faso menace la production agricole	14
17. Le COMESA met en place un cadre de résilience régional au changement climatique..	15
Actualités européennes.....	15
18. Le climat en tête des préoccupations des européens.....	15
19. En Italie, l'étude du changement climatique à l'école devient obligatoire.....	16
20. Le Parlement européen déclare l'urgence climatique	16
21. Le Sénat français a remis son rapport sur la reconstruction suite à l'ouragan Irma	16
Actualités Asie-Pacifique	17
22. L'Australie face à une sécheresse puis des feux de forêts incontrôlables	17
Actualités énergétiques.....	18
23. Un marché pétrolier dans l'attente	18
24. L'Agence internationale de l'énergie appelle à une grande coalition pour contenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5°C d'ici 2050.....	19
Veille opérationnelle	20
Actualité des armées.....	20
25. Réchauffement climatique : Les bases militaires américaines menacées par des chaleurs extrêmes dans les prochaines décennies	20
26. La liberté de ton sur le changement climatique du Collège de Guerre de l'U.S. Army	22
27. Le U.S. Department of Energy et le Department of Defense développent un véhicule de secours « post-catastrophe » alimenté à l'hydrogène.....	22
28. Les premiers projets d'énergie renouvelable de l'armée pakistanaise	23
29. Des maisons à panneaux solaires protégeront désormais les soldats indiens du froid dans la région du Ladakh.....	23
Veille sanitaire	24
30. Premiers cas autochtones de maladie à virus Zika en France	24
31. Stérilisation des insectes vecteurs pour la lutte antivectorielle.....	25
32. Pandémies de peste : le climat plutôt que les rats ?.....	26
Actualités	26
Événements à venir.....	26



Vient de paraître 28

Veille stratégique

Actualités internationales

1. Le Chili renonce à organiser la COP25

Suite aux protestations sociales importantes qui ont lieu depuis plusieurs mois au Chili, le pays a été contraint de renoncer à l'organisation de la COP25, le sommet annuel de l'ONU sur le climat qui aura lieu du 2 au 13 décembre prochains. Le Chili avait accepté d'organiser la conférence suite au désistement du Brésil, initialement prévu comme pays-hôte.

Suite au désistement chilien, l'Espagne a proposé d'organiser la COP25 à Madrid, une proposition rapidement approuvée par le secrétariat de la CCNUCC. Il faut toutefois noter que le Chili conserve la présidence de la COP25, l'Espagne se chargeant uniquement de l'organisation, et pas du pilotage politique. Si les thèmes prioritaires retenus et le pilotage politique demeurent, cette relocalisation devrait néanmoins avoir des conséquences importantes sur le public attendu, en particulier dans la société civile. Il est vraisemblable que la société civile européenne sera davantage présente que les représentants de la société civile venant des pays du Sud, compte tenu des délais de traitement des visas et des coûts associés à la relocalisation de la COP. De surcroît, à l'exception de la COP22 à Marrakech, toutes les conférences depuis la COP21 – et encore l'année prochaine avec la COP26 prévue à Glasgow – auront été organisées en Europe, ce qui pose une vraie question d'équilibre géographique.

Les enjeux politiques de cette COP demeurent inchangés : il s'agira de convaincre un maximum de pays de revoir à la hausse leurs engagements pris en 2015 (INDC), avant l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris l'an prochain, pour rapprocher l'objectif global de cet accord (+2°C maximum d'ici 2100) de la somme des engagements pris au niveau national. En outre, les négociations porteront sur les marchés carbone internationaux, les problématiques liées aux pertes et préjudices et les financements. Enfin, cette COP affiche un objectif de sensibilisation à la protection des océans et leur rôle de régulateur du climat. Elle vise aussi à placer la biodiversité comme un sujet intimement lié au climat.

- <https://unfccc.int/news/cop25-will-take-place-in-madrid-from-2-to-13-december-2019>
- <https://www.afd.fr/fr/oceans-biodiversite-cooperation-financements-les-enjeux-de-la-cop-25-decryptes-par-damien-navizet>

2. Les États-Unis ont envoyé la notification formelle de leur retrait de l'Accord de Paris

Comme Donald Trump l'avait annoncé il y a plus de deux ans, les États-Unis se sont formellement retirés de l'Accord de Paris. Cette procédure formelle se conclura dans un an, soit juste avant la prochaine élection présidentielle américaine.

Cette notification, qui intervient juste avant l'ouverture de la COP25, pourrait pousser certains gouvernements à renforcer leurs engagements, tandis que d'autres pourraient au contraire utiliser ce désengagement américain pour ralentir leurs efforts.

- <https://www.state.gov/on-the-u-s-withdrawal-from-the-paris-agreement/>

3. La Belgique annonce placer les liens entre climat et sécurité au centre de son mandat au Conseil de Sécurité de l'ONU

Le Premier Ministre Charles Michel a annoncé l'intention de la Belgique de mettre la question climatique à l'agenda de sa présidence du Conseil de Sécurité de l'ONU, en février prochain. Dans ce cadre, un séminaire international sur la géo-ingénierie a été organisé à l'École Militaire de Bruxelles le 23 octobre dernier : les participants y ont fortement engagé le gouvernement belge à plaider pour la mise en place d'un cadre juridique au niveau international, pour encadrer les éventuelles pratiques de géo-ingénierie.

- https://diplomatie.belgium.be/en/newsroom/news/2019/didier_reynders_opens_seminar_security_implications_climate_change

4. La Marine et le secteur maritime se retrouvent autour des enjeux climatiques

Le Sustainable Ocean Summit, sommet annuel rassemblant les acteurs du secteur privé usagers de la mer, des pêcheurs aux assureurs en passant par les chantiers navals et les énergéticiens, a eu lieu cette année à Paris. Cet événement a permis aux participants d'échanger sur les défis environnementaux des activités maritimes, de partager leurs bonnes pratiques et de découvrir les dernières innovations. Le sommet 2019 a eu pour thème l'investissement et de nombreux acteurs du domaine financier (public comme privé) étaient présents. La présence de différents représentants de forces armées françaises et étrangère, notamment le chef d'état-major de la Marine, a créé des opportunités de discussion autour de la stratégie environnementale de la Marine et des synergies possibles avec le secteur privé, notamment pour la collecte, l'analyse et la protection des données marines et maritimes.

- <https://www.agenceecofin.com/politique/0611-70823-afrique-australe-le-comesa-cree-un-cadre-regional-de-resilience-au-changement-climatique-pour-ses-21-membres>

Actualités scientifiques

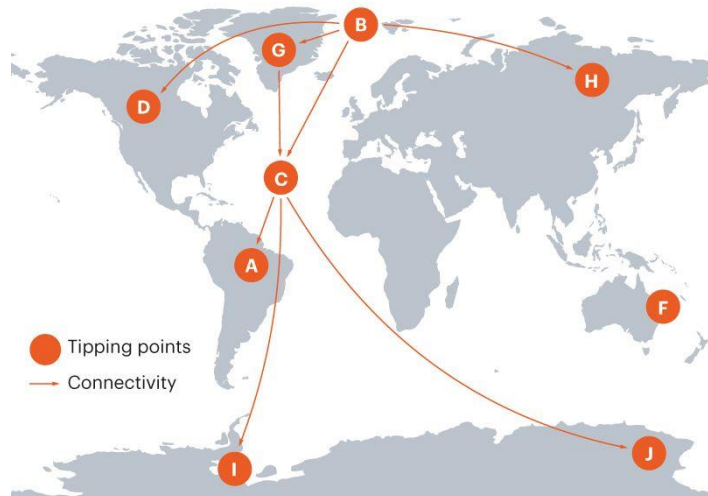
5. Les seuils de rupture climatique pourraient être atteints plus tôt que prévu

Alors que l'on situait jusqu'ici ces seuils de rupture climatique plutôt au-delà de 4°C d'augmentation de la température moyenne, un nouvel article paru dans Nature suggère que ces seuils pourraient être atteints dès 1°C. En particulier, le rythme accéléré de fonte des calottes polaires fait craindre une augmentation du niveau de la mer bien plus importante qu'anticipée.

Ces seuils de rupture sont importants pour les liens entre climat et sécurité, puisqu'ils indiquent la possibilité de changements non-linéaires dans le système climatique, qui pourraient avoir des conséquences dévastatrices pour les populations.

RAISING THE ALARM

Evidence that tipping points are under way has mounted in the past decade. Domino effects have also been proposed.



A. Amazon rainforest
Frequent droughts

D. Boreal forest
Fires and pests changing

H. Permafrost
Thawing

B. Arctic sea ice
Reduction in area

F. Coral reefs
Large-scale die-offs

I. West Antarctic ice sheet
Ice loss accelerating

C. Atlantic circulation
In slowdown since 1950s

G. Greenland ice sheet
Ice loss accelerating

J. Wilkes Basin, East Antarctica
Ice loss accelerating

©nature

- <https://www.nature.com/articles/d41586-019-03595-0>

6. Planter mille milliards d'arbres ne va pas arrêter le changement climatique

La capture de dioxyde de carbone (CO₂) émis dans l'atmosphère par l'utilisation des énergies fossiles est un enjeu majeur pour lutter contre le réchauffement de la température globale sur Terre, l'acidification des océans et les changements du climat. Afin d'y répondre, la plantation massive d'arbres, qui fait partie des solutions envisageable.

Un article récemment paru dans *Science* affirmait que la plantation d'arbres à travers le monde pourrait capturer 205 milliards de tonnes de carbone, soit un tiers du dioxyde de carbone émis depuis la révolution industrielle. Mais, selon un commentaire technique publié également dans *Science*, cela serait une fausse bonne idée.

De nombreux écosystèmes, avec peu ou pas d'arbres, tels que les savanes ou les tourbières, contiennent déjà beaucoup de carbone dans leurs sols, davantage que dans la partie aérienne de leur végétation. Par ailleurs, les forêts de conifères des régions boréales et de hautes montagnes absorbent plus de lumière solaire et émettent plus de chaleur que les zones sans arbres, et exacerbent le réchauffement planétaire plutôt que de l'atténuer.

La plantation d'arbres dans des écosystèmes naturellement herbacés comme des savanes ou des pelouses va détruire les habitats d'un grand nombre d'espèces végétales et animales. De telles actions sont très dommageables pour la biodiversité et les services écosystémiques fournis à l'humanité. Ces écosystèmes offrent par exemple des zones pour le maintien du pâturage et assurent la recharge en eau des nappes phréatiques.

Se focaliser sur la plantation d'arbres, risque de réduire la capacité des populations humaines à s'adapter aux changements climatiques tout en détournant l'attention des efforts de conservation des écosystèmes intacts et de réduction de la consommation de combustibles fossiles. La restauration écologique doit faire partie des solutions pour lutter contre les changements climatiques mais ne doit pas simplement se résumer à la plantation d'arbres : elle doit contribuer à restaurer non seulement les forêts, mais également les pelouses, les savanes, les écosystèmes arbustifs et les tourbières.

- https://science.sciencemag.org/content/365/6448/76?ijkey=dca2dde1a145eac73a22ae506ad1b628400f3915&keytype=tf_ipsecsha
- <https://science.sciencemag.org/content/366/6463/eaay7976.full>

7. Le changement climatique et la santé... est-il encore temps de parler de compte à rebours ?

L'initiative du « Compte à rebours » (Countdown) du Lancet a maintenant 4 ans. Chaque année ils évaluent une quarantaine d'indicateurs pour savoir où nous en sommes par rapport au lien entre santé et changement climatique.

Le constat se fait rapidement : le monde continue à suivre la voie du « statu quo ». De fait, un enfant né aujourd'hui va connaître un monde plus de quatre degrés plus chauds que la moyenne préindustrielle. On observe une augmentation des vagues de chaleur, qui impactent directement, et indirectement la santé humaine par une baisse du potentiel agricole qui menace la production agricole et la sécurité alimentaire. On retombe rapidement dans le cercle vicieux de la malnutrition, avec une plus grande vulnérabilité aux maladies diarrhéiques chez les enfants et les plus vulnérables. S'ajoute à cela un climat plus favorable à la transmission de certaines maladies telle que la dengue et le choléra. Le rapport fait également état d'une pollution de l'air toujours plus importante, avec des effets négatifs sur le cœur, les poumons et tous les autres organes vitaux.

Le rapport de 2019 présente une mise à jour des 41 indicateurs à travers cinq domaines : 1) les impacts, les expositions et la vulnérabilité face aux changements climatiques ; 2) l'adaptation, la planification et la résilience en matière de santé ; 3) les mesures d'atténuation et les co-bénéfices pour la santé ; 4) l'aspect économique et financier ; et 5) l'engagement public et politique. Ceux-ci sont analysés pour aider la communauté internationale, et les acteurs du monde d'aujourd'hui à relever le défi du changement climatique et de son impact sur la santé... présent dès aujourd'hui in utero jusqu'au troisième âge.

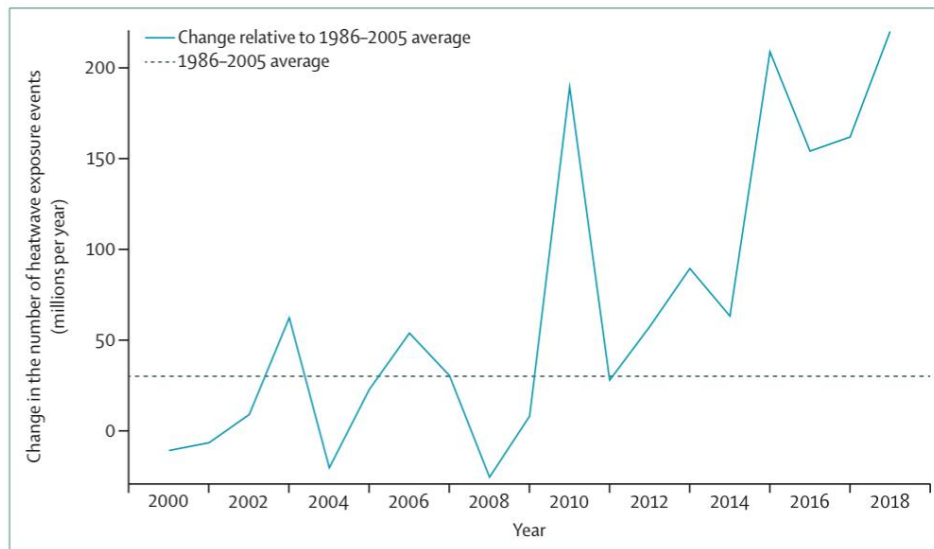


Figure 1: Change in the number of heatwave exposure events in people aged 65 years and older, compared with the historical 1986-2005 average number of events

- The report of the lancet countdown on health and climate change : ensuring that the health of a child born today is not defined by a changing climate. N.Watts... H.Montgomery. The Lancet. Nov 13, 2019.

Actualités africaines

8. La banque africaine de développement et la banque européenne d'investissement disent non aux énergies fossiles

La banque africaine de développement (BAD) et la banque européenne d'investissement (BEI), qui comptent parmi les grands bailleurs de fonds pour les projets énergétiques en Afrique, ont fait savoir qu'elles envisagent de ne plus financer de centrales à charbon pour la première, et de projets liés aux énergies fossiles, pour la seconde.

Le projet de centrale à charbon de Lamu au Kenya semble être le marqueur de cette évolution pour la BAD. L'infrastructure, censée fournir 1 095 mégawatts dans l'Est du pays, devait être l'une des plus importantes d'Afrique de l'Est. Portée par des investisseurs kényans et chinois, sa construction qui devait à l'origine démarrer en 2015, a fait l'objet d'une suspension par un tribunal environnemental en juin 2019. La BAD, qui soutenait auparavant ce projet, « n'a pas donné suite à la transaction de Lamu, et ne prévoit pas de le faire dans l'avenir », a déclaré Wale Shonibare, vice-président de la banque pour les énergies. Le Président de la BAD, Akinewumi Adesina, affirme que « la banque, soucieuse des questions environnementales, se concentre sur les sources renouvelables d'énergie, les projets charbonnés risquant de devenir « des actifs échoués ».

Concernant la Banque européenne d'investissements (BEI), celle-ci a annoncé qu'elle cesserait de financer de nouveaux projets liés aux énergies fossiles, y compris le gaz, à partir de 2022. Basée à Luxembourg, cette banque de l'Union européenne dont le conseil d'administration est composé de représentants des États membres et de la Commission européenne, a voté jeudi 14 novembre pour sa nouvelle politique d'investissement. Son Président, Werner Hoyer, a annoncé le lancement futur de « la plus ambitieuse stratégie d'investissement pour le climat de toutes les institutions financières publiques dans le monde ». Ainsi, jusqu'à 1 000 milliards d'euros d'investissements dans l'action pour le climat et le développement durable pourraient être « débloqués » au cours de la prochaine décennie. Sur le continent, la BEI, qui finance principalement le secteur privé et les grandes infrastructures, s'est engagée à hauteur de 2,64 milliards d'euros en 2017, 3,3 milliards en 2018 et prévoyait de poursuivre dans cette dynamique croissante en 2019.

- <https://www.jeuneafrique.com/856988/economie/energie-la-bad-et-la-banque-de-lunion-europeenne-disent-non-aux-energies-fossiles/>
- <https://www.jeuneafrique.com/794538/politique/kenya-la-justice-suspend-un-projet-de-centrale-a-charbon-sur-larchipel-de-lamu/>

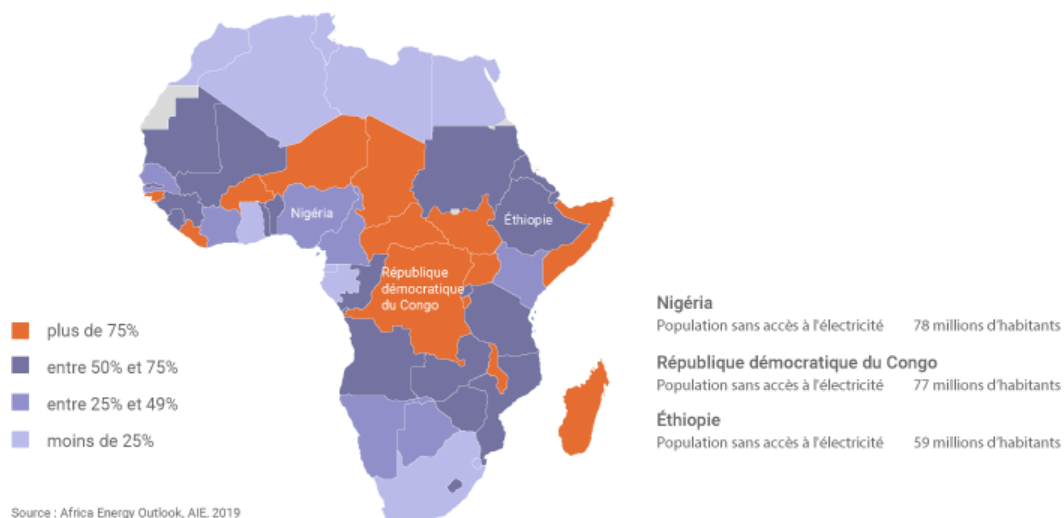
9. L'énergie en Afrique, un enjeu « crucial » d'après l'Agence internationale de l'énergie

En amont de la publication de son pensum annuel, le World Energy Outlook (WEO) donnant les grandes tendances énergétiques mondiales, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié un document de 300 pages sur le continent africain, lieu d'un avenir « crucial pour le monde ».

La croissance démographique attendue d'ici à 2040 devrait faire qu'une personne sur deux supplémentaire sur la planète sera africaine, et de plus en plus en milieu urbain. Cela se traduira par une hausse très importante des besoins énergétiques dans tous les secteurs (industrie, habitat, transports). La demande énergétique de l'Afrique pourrait ainsi augmenter deux fois plus vite que partout ailleurs dans le monde au cours des deux prochaines décennies, estime l'AIE. A l'horizon 2040, l'Afrique pourrait émerger comme un « acteur majeur sur le marché mondial du gaz et du pétrole ». La demande en pétrole pouvant en effet progresser de 3,1 millions de barils par jour d'ici à 2040, d'après l'AIE, soit plus que la hausse de la demande en Chine, et juste après celle de l'Inde.

Rappelons par ailleurs que près de 600 millions d'Africains n'avaient toujours pas accès à l'électricité en 2018 et qu'environ 900 millions d'entre eux ne disposaient pas de moyens de « cuisson propre ».

Afrique Part de la population sans accès à l'électricité en 2018



Dans son scénario *Africa Case* basé sur l'*Agenda 2063* (feuille de route conclue par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine en 2015), l'AIE esquisse un futur énergétique plus « soutenable » pour l'Afrique, en donnant accès à l'électricité à tous les Africains à l'horizon 2030 (conformément à l'Objectif de développement durable n°7 des Nations unies). L'*Africa Case* envisage une électrification accélérée du système énergétique africain : la consommation annuelle d'électricité du continent passerait d'environ 700 TWh en 2018 à 2 300 TWh en 2040. L'AIE estime que la hausse de production électrique pourrait largement reposer sur les énergies renouvelables, en particulier sur le solaire photovoltaïque – qui deviendrait la 1re source d'électricité du continent en 2040 – et sur l'hydroélectricité.

Ce développement nécessiterait par ailleurs d'importants investissements dans les réseaux pour réduire les pertes en ligne et les coupures de courant. L'AIE juge que pour parvenir un système électrique fiable, il faudrait a minima un quadruplement des investissements, soit quelque 120 milliards de dollars par an jusqu'en 2040. Rappelons que bien que l'Afrique représente 17% de la population, elle compte seulement pour 4% des investissements mondiaux en matière d'électricité.

Enfin, il est souligné que l'Afrique atteindra – dans tous les scénarios de l'AIE – à l'horizon 2040 seulement 3% au plus des émissions mondiales de CO2 cumulées depuis 1890. Le continent africain va toutefois se trouver « en première ligne des effets du changement climatique sur le secteur énergétique » (avec notamment une très forte augmentation des futurs besoins de climatisation).

- <https://www.techniques-ingenieur.fr/actualite/articles/lenergie-en-afrique-un-enjeu-crucial-estime-laie-72584/>
- <https://www.connaissancedesenergies.org/afrique-un-futur-energetique-crucial-pour-le-monde-191108>

10. Sommet Afrique-Russie de Sotchi : l'énergie nucléaire clé en main

Les 23 et 24 octobre 2019 était organisé à Sotchi le premier Sommet économique Afrique-Russie. Cet événement rassemblant l'intégralité des 54 États africains était co-présidé par le président Vladimir Poutine et par le président égyptien Al Sissi, qui dirige actuellement l'Union africaine. 47 chefs d'État étaient présents – dont huit ont eu une rencontre bilatérale avec Vladimir Poutine. Étaient également présents les dirigeants des huit principales organisations régionales africaines (l'Union africaine, la Banque africaine d'import-export et les groupes sous régionaux du Sud de l'Afrique, des États ouest-africains, du Maghreb, de l'Afrique de l'Est, du Marché commun pour l'Afrique de l'Est et du Sud, et du groupe des cinq au Sahel).

L'angle choisi (« Russie-Afrique : faire valoir le potentiel de coopération ») a orienté les discussions sur les domaines de la coopération politique, économique, humanitaire, culturelle, ainsi qu'en matière de sécurité. Concernant le domaine de l'énergie, le sommet a été marqué par la présence de l'agence nucléaire russe Rosatom, dont les experts proposent aux États africains le choix de la technologie nucléaire russe à des fins civiles pour soutenir leur développement. Les centrales russes auraient l'avantage d'être moins chères que celles des concurrents occidentaux et souvent assorties de prêts avantageux octroyés par Rosatom.

Selon le chef de l'agence nucléaire russe, Rosatom dispose déjà de protocoles d'accord avec 18 pays africains parmi lesquels l'Égypte, le Nigéria, le Soudan, le Kenya, le Ghana, la Zambie et l'Ouganda. Pour l'instant, seule l'Égypte a prévu de lancer un chantier pour quatre réacteurs qui seront érigés à El-Dabaa, sur la Méditerranée, d'ici 2028-2029. La coopération avec la Zambie et le Rwanda pourrait également aboutir très vite. Dans ce domaine, Vladimir Poutine assure que les projets proposés par la Russie se font sans la moindre ingérence politique.

- <https://www.france24.com/fr/20191025-russie-afrique-diplomatie-sommet-cooperation-militaire-defense-nucleaire-centrafrique>
- https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/au-forum-economique-de-sotchi-moscou-propose-aux-africains-de-la-technologie-nucleaire-cle-en-main_3673605.html
- https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/les-ambitions-nucleaires-de-l-egypte-financees-par-la-russie_3059607.html
- <https://www.jeuneafrique.com/847321/economie/a-sotchi-la-russie-veut-nucleariser-lafrique/>
- <https://www.jeuneafrique.com/mag/848100/economie/edito-afrique-le-grand-tournant-des-energies-renouvelables/>
- <https://solidariteetprogres.fr/chroniques-strategiques/sommet-russie-afrique-poutine-nucleaire.html>

11. Climat : avant la COP25, l'Afrique fait bloc autour du Maroc pour défendre son agriculture

Une partie de l'Afrique est touchée par l'insécurité alimentaire, aggravée par le changement climatique. Dans ce contexte, trois pays, la Somalie, le Tchad et la Tunisie, ont rejoint le 5 novembre 2019 la coalition de 35 pays africains (sur 54), baptisée AAA (Adaptation de l'agriculture africaine), lancée par le Maroc en 2016 avec l'objectif de porter les intérêts de l'Afrique et de son agriculture dans les négociations climat. Ainsi, la réunion AAA devrait avoir lieu chaque année avant les COP.

Lors de la réunion AAA, la Banque mondiale a rendu public son engagement à hauteur de 2 milliards de dollars (1,8 milliard d'euros) pour financer des projets « *climato-intelligents* »¹ dans 11 pays d'Afrique, en saluant le travail déjà effectué sur le sujet, notamment par l'Agence française de développement (AFD). Dans ce contexte, la Banque africaine de développement (BAD), qui vient de procéder à une forte augmentation de capital de 115 milliards de dollars, la plus importante de son histoire, compte s'en servir pour « *soutenir une transformation durable de l'agriculture africaine* », a indiqué sa représentante.

Dans un Sahel secoué par des conflits intercommunautaires, le financement de l'agriculture peut jouer un rôle pacificateur, ont estimé les participants aux rencontres de l'AAA. A condition de trouver des moyens souples pour financer des projets d'irrigation, l'achat de semences ou d'intrants de qualité, ou encore l'accès au crédit des petits exploitants.



Exploitation

Maseru, capitale du Lesotho, en août 2019. GUILLEM SARTORIO/AF

agricole à

- https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/07/climat-avant-la-cop25-l-afrique-fait-bloc-autour-du-maroc-pour-defendre-son-agriculture_6018334_3212.html
- https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/environnement-africain/avant-la-cop25-l-afrique-entend-defendre-son-agriculture_3692655.html
- https://www.lepoint.fr/afrique/changement-climatique-l-afrique-s-interroge-sur-sa-strategie-agricole-05-11-2019-2345248_3826.php

12. Investissements en Afrique : la France oriente ses financements vers les PME et l'environnement

Les 30 et 31 octobre, le ministère de l'Économie et des finances a accueilli la deuxième édition d'*Ambition Africa*. Lors de cet événement organisé par l'agence Business France, des intervenants ont affirmé que la France cherchait à se distinguer de ses concurrents en Afrique, principalement la Chine, en orientant désormais ses financements vers les PME et l'environnement, et moins sur les infrastructures. Le responsable de l'agence organisatrice chargée de l'accompagnement des entreprises à l'international, a ainsi cité plusieurs secteurs où les entreprises françaises pourraient apporter des « solutions » en Afrique : la ville durable, l'énergie et la transition énergétique ou l'agroalimentaire.

Le ministre de l'économie Bruno Le Maire a également affirmé qu'il est « indispensable que ces investissements soient durables et que nous fassions attention à ce que nos financements soient exemplaires sur la lutte contre les financements illicites, contre la corruption, en matière de lutte contre le réchauffement climatique. » Le ministre a également

¹ « L'agriculture intelligente face au climat (AIC) est une approche qui permet de définir les mesures nécessaires pour transformer et réorienter les systèmes agricoles dans le but de soutenir efficacement le développement de l'agriculture et d'assurer la sécurité alimentaire face au changement climatique », précise le site de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

insisté sur le besoin de cohérence entre les investissements en Afrique et la politique environnementale française : « Aller financer des investissements qui accéléreraient le réchauffement climatique alors que le continent africain est de l'un de ceux qui en souffrent le plus directement dans sa chair, ce serait absurde », a-t-il assuré.

- https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/investissements-en-afrique-la-france-cherche-a-se-distinguer-de-son-concurrent-chinois_2105428.html
- <https://www.lemoci.com/actualites/pays-marches/ambition-afrique-la-france-veut-repondre-aux-besoins-des-africains/>

13. Montée des tensions entre l'Éthiopie et l'Égypte autour du barrage de la Renaissance

Des déclarations du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, récemment auréolé du prix Nobel de la paix 2019 pour sa politique de réconciliation avec l'Érythrée, ont créé un léger incident diplomatique le mardi 22 octobre. Lors d'une séance de questions au gouvernement, ce dernier a précisé « qu'aucune force ne pourrait empêcher l'Éthiopie de construire le barrage ». « Si nous devons entrer en guerre, nous pouvons mobiliser des millions de personnes. Si certains peuvent tirer un missile, d'autres peuvent utiliser des bombes », a-t-il ajouté. Bien que sortis de leur contexte (la suite de sa déclaration rappelait que la guerre « n'était dans l'intérêt de personne et que l'Éthiopie n'avait aucune volonté de faire du mal à l'Égypte »), ces propos ont choqué et conduit l'Égypte à réagir via un communiqué de presse du ministère des Affaires étrangères, les qualifiant d'« inacceptables ». Néanmoins, le communiqué mentionnait aussi l'acceptation du Caire de la proposition de médiation de Washington dans le cadre d'une réunion tripartite (Soudan, Éthiopie, Égypte), reconfirmée lors de la rencontre bilatérale entre Al Sissi et Ahmed lors du forum Russie-Afrique à Sotchi le 24 octobre.

La discorde porte évidemment toujours sur la durée de la phase de remplissage et donc sur le volume d'eau que le barrage laissera passer en aval. Selon certaines sources, l'Éthiopie serait prête à accepter un déblocage de 35 milliards de m³. De l'avis d'experts comme Kevin Wheeler du Environmental Change Institute de l'Université d'Oxford, qui a étudié les options de remplissage du barrage, un tel déversement pourrait remplir le réservoir dans cinq à six ans, en supposant un débit moyen. En dépit des craintes égyptiennes, cela ne devrait pas affecter l'approvisionnement du pays dans des conditions normales, d'autant plus si des mesures sont prises pour améliorer la gestion de l'eau, dont une grande quantité est perdue ou gaspillée.

Ce nouvel épisode démontre encore une fois l'importance de la perception des enjeux, d'un côté comme de l'autre. L'escalade peut venir non pas des impacts concrets du barrage mais des suspicions que la négociation entretient. En cas de réduction du débit, même pour des raisons de mauvaise gestion côté égyptien ou de réduction des précipitations en amont, ces tensions pourraient resurgir.

- https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/24/tension-elevee-entre-l-egypte-et-l-ethiopie-autour-du-projet-de-mega-barrage-sur-le-nil_6016724_3212.html
- <http://www.rfi.fr/afrique/20191022-ethiopie-egypte-tensions-barrage-renaissance-abiy-ahmed-sissi-russie-afrique>
- <https://www.egypttoday.com/Article/1/76108/Egypt%E2%80%99s-statement-on-Ethiopian-Prime-Minister%E2%80%99s-alleged-remarks>
- <https://www.africaportal.org/features/calming-choppy-nile-dam-talks/>
- <https://www.egypttoday.com/Article/2/76181/Back-from-Sochi-Sisi-talked-Russian-investments-relieved-GERD-tensions>

14. La canicule menace les champs de thé au Malawi

Selon le Département des changements climatiques et des services météorologiques, la station de Mimosa (à Mulanje, Malawi) a enregistré des températures supérieures à 35°C, et jusqu'à 40°C pendant plus de 10 jours à la fin octobre, provoquant la brûlure superficielle des feuilles de thé. Le phénomène n'est pas inhabituel à ce moment de la saison, et peut être inversé si les températures chaudes sont rapidement suivies de pluies. Cependant, les pluies n'ont toujours pas commencé à Mulanje et Thyolo, ce qui pourrait réduire la récolte cette année.

Les projections climatiques montrent que cet événement deviendra plus fréquent à l'avenir. Alors que l'on compte actuellement environ 40 jours par an avec des températures supérieures à 35°C, ce chiffre devrait atteindre entre 50 et 100 jours d'ici 2050 à Mulanje. Le seuil de stress thermique du thé, qui influe sur le taux de croissance, étant de 35 °C, les impacts sur les rendements pourraient être significatifs, d'autant plus que la plante fait partie des trois principaux contributeurs au PIB du pays. Elle fournit également de l'emploi, et



donc un moyen de subsistance de nombreux habitants. Pour faire face à ces enjeux, la Tea Research Foundation of Central Africa travaille avec des scientifiques du projet C14Tea (dans le cadre du programme Future Climate For Africa) pour assister les producteurs dans leur démarche d'adaptation (techniques d'irrigation, gestion agricole, etc.).

- <https://www.africaportal.org/features/malawi-heatwaves-threaten-tea-yields-and-livelihoods/>
- <http://kulima.com/2019/11/11/importance-of-fcfa-work-with-tea-farmers-highlighted-by-malawi-heatwave/>

15. Sécheresse sans précédents en Afrique australe

Mi-novembre 2019, le Programme Alimentaire Mondial des Nations unies a lancé une alerte concernant les conséquences de la sécheresse pour la sécurité alimentaire d'une région déjà fortement touchée par la malnutrition. Si plus de 11 millions de personnes se trouvent aujourd'hui en insécurité alimentaire, la sécheresse pourrait provoquer plus de 30 millions de cas supplémentaires. Selon ce communiqué, dans une région où les températures vont augmenter deux fois plus vite que le reste du monde (GIEC), les pays les plus vulnérables seront le Malawi, le Mozambique (frappé par deux cyclones aux cours des derniers mois), la RDC, la Tanzanie, la Zambie (comptant à elle seule plus de 2 millions de personnes en insécurité alimentaire) et le Zimbabwe.

- <https://www.lci.fr/planete/en-afrique-australe-le-changement-climatique-cause-la-pire-secheresse-depuis-35-ans-2137376.html#>
- <https://www.lematin.ch/monde/afrique-australe-menacee-faim/story/11934075>

16. Les pluies continues au Burkina Faso menacent la production agricole

La région de Pô, au sud-est du Burkina Faso, connaît une saison des pluies particulièrement tardive (les semences ayant été décalées d'un mois en juillet) et longue : alors que la pluie aurait dû s'arrêter mi-septembre, elle tombait toujours sans discontinuer fin octobre. Les agriculteurs s'inquiètent de l'impact des inondations sur les cultures d'arachides, de maïs et de mil, qui étaient début novembre toujours noyées et risquaient de ne pas pouvoir être séchées après la récolte. De plus, ces pluies provoquent l'effondrement des constructions traditionnelles à base d'argile, entraînant la mort du bétail et multipliant les blessés, majoritairement les agriculteurs ayant ce type d'habitation, à l'hôpital de Ouagadougou.

- https://www.lepoint.fr/afrique/le-dereglement-climatique-met-le-burkina-faso-sous-l-eau-29-10-2019-2344055_3826.php

17. Le COMESA met en place un cadre de résilience régional au changement climatique

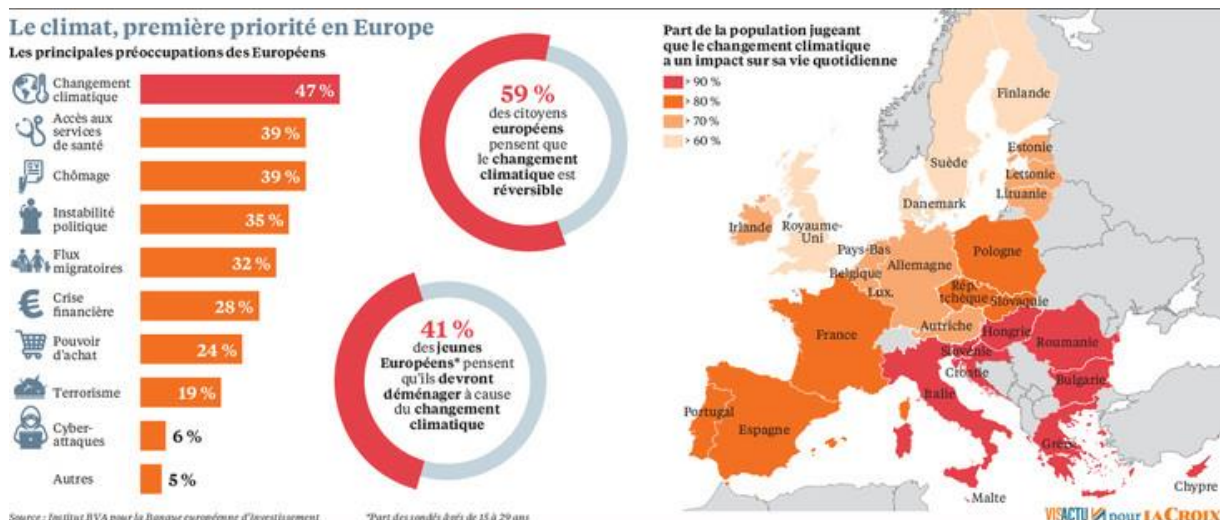
Le Marché commun pour le développement de l'Afrique orientale et australe (COMESA) a pour projet de venir en appui à ses États membres dans la conception et la mise en place de plans d'adaptation au changement climatique, notamment pour la prévention et la gestion des événements climatiques extrêmes. Élaborée en partenariat avec la Commission de l'Union Africaine et le Programme des Nations unies pour le développement, une proposition de cadre régional de résilience au changement climatique doit être soumise au 21 États membres (Burundi, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Eswatini, Kenya, Libye, Madagascar, Malawi, Maurice, Rwanda, Seychelles, Somalie, Soudan, Tunisie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe) dans les mois qui viennent.

- <https://www.agenceecofin.com/politique/0611-70823-afrique-australe-le-comesa-cree-un-cadre-regional-de-resilience-au-changement-climatique-pour-ses-21-membres>

Actualités européennes

18. Le climat en tête des préoccupations des européens

Ce chiffre, révélé à une semaine du début de la COP 25 à Madrid, attirera l'attention des décideurs en Europe : pour près d'un Européen sur deux (47 %), le changement climatique est le premier défi qui le concerne directement et auquel il faut faire face. Cette préoccupation devance l'accès au système de soins et de santé (39 %) et le chômage (39 %), selon un sondage BVA commandé par la Banque européenne d'investissement (BEI).



Derrière ce tableau général se profilent des spécificités par zones. Logiquement, les Européens du Sud jugent en force que le climat a un grand impact sur leur vie quotidienne : à 87 % pour les Espagnols, 94 % pour les Italiens (82 % à l'échelle européenne). Ces deux peuples, marqués par la situation économique de leur pays, placent toutefois le chômage au premier rang de leurs préoccupations. Et que dire de la Grèce, où seuls 32 % des citoyens se disent inquiets face au défi climatique. Les Européens du Sud se montrent aussi plus optimistes que la moyenne : 68 % d'Espagnols et 69 % d'Italiens (contre 59 % d'Européens) pensent que le phénomène est réversible, c'est-à-dire que des actions, politiques ou individuelles, peuvent encore influencer sur son évolution.

En Europe du Nord, Allemands, Néerlandais ou Danois voient dans la crise climatique le principal défi. Les Suédois, certes préoccupés (à 48 %) par ce défi, le sont moins que par l'accès au système de soins (56 %) et comptent parmi les plus optimistes sur la possibilité de freiner le changement climatique (68 %). Les Allemands établissent facilement un lien (à 31 %) entre le changement climatique et les migrations, alors que pour les Britanniques, la situation politique nationale domine : 51 % d'entre eux s'inquiètent avant tout de la stabilité politique de leur pays, le climat arrivant en deuxième position, à égalité avec l'accès au système de soins.

Les différences de perception sont aussi générationnelles : 73 % des 15-29 ans en Europe pensent que les changements de comportement pourront modifier le tir, contre 62 % des 65 ans et plus. Enfin, le sondage fait toucher du doigt un premier impact très direct du changement climatique sur les comportements : 24 % des Européens projettent qu'ils seront obligés de déménager un jour vers un autre pays, en raison du changement climatique. Chez les 15-29 ans, cette proportion monte à 40 %.

- <https://www.la-croix.com/Monde/Europe/DAThenes-Stockholm-climat-tete-preoccupations-Europeens-2019-11-25-1201062503>

19. En Italie, l'étude du changement climatique à l'école devient obligatoire

A la prochaine rentrée scolaire, les élèves italiens, de la primaire au lycée, auront un nouveau cours obligatoire inscrit sur leur emploi du temps. A raison de 33 heures par an, ils étudieront le réchauffement climatique et les questions liées à l'environnement. Ce thème sera aussi intégré à certains cours traditionnels tels que les mathématiques, la géographie ou la physique. L'Italie devient ainsi le premier pays au monde à incorporer le réchauffement climatique au tronc obligatoire de son système éducatif.

- <https://www.lesechos.fr/monde/europe/en-italie-letude-du-rechauffement-climatique-obligatoire-a-lecole-1146969>

20. Le Parlement européen déclare l'urgence climatique

En amont de la Conférence de l'ONU sur le changement climatique (COP25) qui se tiendra à Madrid du 2 au 13 décembre, le Parlement a adopté le 28 novembre dernier une résolution déclarant l'urgence climatique et environnementale en Europe et dans le monde. De plus, les députés souhaitent que la Commission veille à ce que toutes les propositions législatives et budgétaires concernées soient totalement alignées sur l'objectif visant à limiter le réchauffement climatique à moins de 1,5°C.

Dans une résolution distincte, le Parlement exhorte l'UE à soumettre dès que possible à la Convention de l'ONU sur le changement climatique sa stratégie à long terme pour atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Par ailleurs, les députés ont appelé la nouvelle Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, à inclure dans le pacte vert européen un objectif de réduction des émissions de 55% d'ici 2030. A noter, La Commission européenne a déjà proposé un objectif de neutralité carbone d'ici 2050, mais le Conseil européen ne l'a toujours pas approuvé - la Pologne, la Hongrie et la Tchéquie s'y opposant.

Les députés notent également que les promesses réelles des pays développés sont encore en-deçà de l'objectif collectif visant à mobiliser 100 milliards de dollars par an à compter de 2020. Enfin, ils demandent instamment à tous les pays de l'UE de supprimer progressivement toutes les subventions directes et indirectes en faveur des combustibles fossiles d'ici 2020.

- <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20191121IPR67110/le-parlement-europeen-declare-l-urgence-climatique>

21. Le Sénat français a remis son rapport sur la reconstruction suite à l'ouragan Irma

Dans son rapport, le Sénat note que la reconstruction est encore très loin d'être terminée à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, plus de deux ans après le passage de l'ouragan Irma. Saint-Martin est particulièrement en retard, puisque la reconstruction n'y est achevée qu'à 48%. Le

rapport note que l'effort de reconstruction a parfois donné l'impression d'être trop centralisé et insuffisamment à l'écoute des habitants.

Une enquête du New York Times pointe également des nombreuses inégalités ethniques et sociales dans le processus de reconstruction, et pointe que les zones dont la reconstruction traîne sont souvent des zones défavorisées. A Saint-Martin, en particulier, l'enquête met en lumière les différences avec la zone néerlandaise de l'île, plus touristique, où la reconstruction est largement achevée, notamment en raison d'une bureaucratie moins lourde.

- <https://www.nytimes.com/2019/10/07/world/americas/hurricane-irma-saint-martin.html?action=click&module=News&pgtype=Homepage>
- <https://la1ere.francetvinfo.fr/reconstruction-post-irma-loin-etre-achevee-saint-martin-rapport-senatorial-771483.html>

Actualités Asie-Pacifique

22. L'Australie face à une sécheresse puis des feux de forêts incontrôlables

Depuis 2016, l'Australie fait face à des épisodes de sécheresse récurrents lors de la saison estivale, l'épisode de 2018 étant considéré comme le pire depuis un siècle. Depuis juillet 2019, certaines villes se préparent à un stress hydrique important et étaient en mesure de prévoir la date de l'assèchement total de leurs sources d'eau douce (jour zéro). Le plus grand barrage de Sydney (Warragamba) a vu son niveau baisser jusqu'à 50% de sa capacité. Le Bureau australien de météorologie a par ailleurs établi le lien entre le changement climatique et ces sécheresses, ce que le gouvernement a également confirmé par la voix du ministre de l'eau David Littleproud - ce même ministre ayant mis en doute un mois plus tôt l'origine anthropique du changement climatique.

Les sécheresses seraient en effet dues à une augmentation de la température des eaux de surface de l'océan, ce qui modifie les mouvements d'air dans l'atmosphère et la fréquence des précipitations. De nombreux acteurs se sont mobilisés pour réduire les impacts de ces épisodes de sécheresse. La Banque centrale australienne a joué un rôle d'alerte en soulignant l'impact de la sécheresse sur la croissance du pays, estimant notamment une baisse de 5% de la production agricole en 2019 et 2020. L'épisode de sécheresse intense en octobre 2019 avait été également anticipé par l'industrie de la viande qui a investi dans des équipements pour optimiser leur utilisation d'eau potable.

En outre, suite de la sécheresse, d'immenses feux de forêts se sont déclarés dans l'est du pays puis se sont propagés à grande vitesse, les pompiers n'ayant pas anticipé une telle ampleur dans une région d'ordinaire peu sujette aux incendies. Ainsi, une centaine de feux se sont déclarés dans les États de Queensland et de Nouvelle-Galles du Sud, sur près de 6 000 km, détruisant au moins 150 maisons et écoles, menaçant 6 millions d'habitants et provoquant la mort de 3 personnes. Les forces armées ont été envoyées par le gouvernement pour apporter leur soutien aux 3 000 pompiers mobilisés.

A ce bilan s'ajoutent des conséquences sanitaires, les nuages de fumée toxiques ayant atteint Sydney mais aussi la Nouvelle-Calédonie, à plus de 1 500 km de distance. Les autorités ont demandé aux habitants de Sydney et des environs de sortir le moins possible et de garder les enfants et personnes sensibles en intérieur. Par ailleurs, leur habitat ayant quasiment été entièrement détruits (1,6 million d'hectares ont été ravagés par le feu ces deux derniers mois), les koalas ont été déclarés « fonctionnellement éteints ».

Incendies en Australie



- <https://www.reuters.com/article/us-australia-drought/drought-hit-australian-towns-prepare-for-unimaginable-water-crisis-idUSKBN1WC2EP>
- https://www.theguardian.com/environment/2019/oct/06/water-resources-minister-totally-accepts-drought-linked-to-climate-change?CMP=share_btn_tw
- <https://www.rtl.fr/actu/international/australie-les-feux-de-foret-font-3-morts-et-brulent-150-maisons-7799427603>
- https://www.lemonde.fr/climat/article/2019/11/12/la-cote-est-de-l-australie-confrontee-a-des-incendies-hors-normes_6018853_1652612.html

Actualités énergétiques

23. Un marché pétrolier dans l'attente

Depuis début novembre, les prix du pétrole brut Brent se situent à environ 62 \$ par baril contre 60 \$ en moyenne en octobre dernier. Ce calme relatif reflète l'attentisme des opérateurs face aux différentes annonces concernant l'équilibre du marché pour les mois à venir. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a ainsi maintenu ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole à 1 million de baril par jour (mb/j) en 2019 et anticipe une légère accélération à 1,24 mb/j en 2020. Plusieurs facteurs macroéconomiques vont dans le sens d'une légère accélération de la demande dans les mois à venir : une croissance économique alimentée par des politiques monétaires accommodantes et une possible atténuation des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis. Du côté de l'offre, l'AIE note également une production de l'OPEP en hausse sur les derniers mois, tirée notamment par la Libye et le Venezuela, ce qui pourrait conduire à un marché légèrement excédentaire début 2020. Toutefois, les marchés attendent la prochaine réunion des pays de l'OPEP des 5 et 6 décembre prochain qui devrait voir se prolonger les accords de restrictions de production entre l'OPEP et les pays non-OPEP, notamment la Russie. Si le marché pétrolier est calme et paraît équilibré, les opérateurs sont également tournés vers l'introduction en bourse de Saudi Aramco, la compagnie nationale saoudienne. La mise sur le marché de 1,5 % du capital de la compagnie publique sur le Tadawul, la Bourse de Riyad, pourrait ainsi rapporter 25 milliards de dollars au Royaume saoudien pour alimenter son plan de diversification *Vision 2030*. Première entreprise pétrolière mondiale avec 10 % de la production et un bénéfice net de 111 milliards de dollars en 2018, Saudi Aramco est évaluée entre 1,2 et 1,7 milliard par le marché, un prix bien en dessous des attentes de Ryad qui tablait plutôt sur 2 milliards. Le prix final de l'opération sera connu le 5 décembre prochain, ce qui pourrait ainsi relancer la volatilité des marchés dans les semaines qui viennent.

Prix du pétrole brut Brent (en \$ par baril)



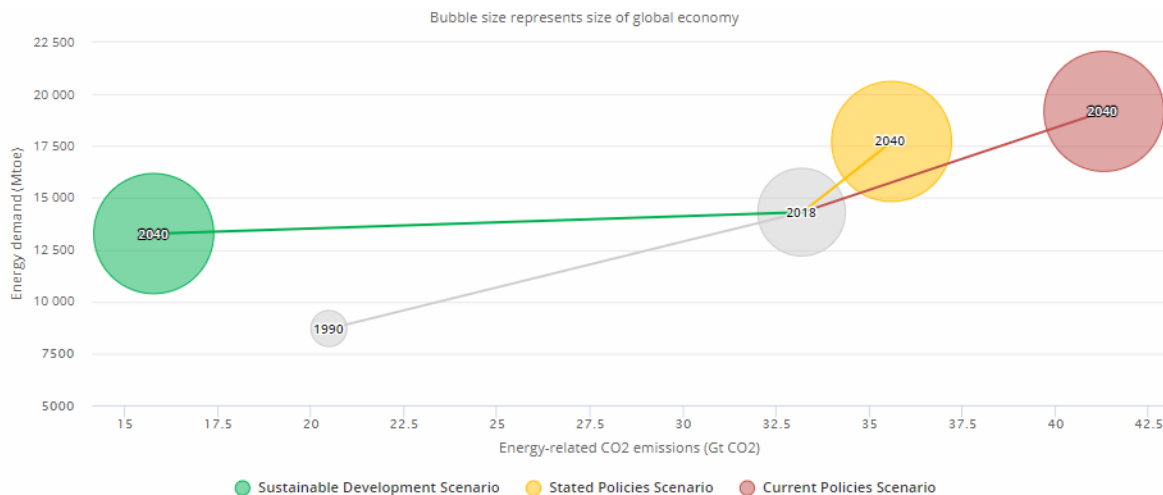
Source : Département américain à l'énergie (DOE)

- https://www.eia.gov/dnav/pet/pet_pri_spt_s1_d.htm
- <https://www.iea.org/newsroom/news/2019/november/oil-market-report-pausing-to-reflect.html>
- <https://www.ft.com/content/b8ae295a-0ac4-11ea-bb52-34c8d9dc6d84>
- <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/le-petrole-porte-par-l-optimisme-sur-l-opep-et-les-risques-geopolitiques-20191121>
- <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/le-geant-du-petrole-aramco-voit-une-valorisation-de-1-700-milliards-de-dollars-pour-son-ipo-833271.html>

24. L'Agence internationale de l'énergie appelle à une grande coalition pour contenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5°C d'ici 2050

Mi-novembre 2019, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a présenté ses perspectives annuelles via le *World Energy Outlook 2019*, un rapport dans lequel elle invite les différents acteurs à s'interroger sur les profondes disparités observées dans le système énergétique mondial : 1 milliard de personne n'a toujours pas accès à l'électricité et, malgré les preuves scientifiques sur le réchauffement climatique, qui nécessiterait de réduire au plus vite les émissions CO₂ du système énergétique, ces dernières ont atteint leur plus haut niveau mondial en 2018. L'AIE se livre ainsi à un exercice de prospective autour de la consommation mondiale d'énergie à l'horizon 2040 avec trois scénarios : un scénario tendanciel (+1,3 % de consommation annuelle), un scénario dit *Stated Policies* intégrant les politiques et objectifs des différents pays (+1 % de consommation annuelle) et un scénario de développement soutenable, seul compatible avec un réchauffement climatique inférieur à 2°C. L'atteinte de ce scénario passe par de nombreux vecteurs : diminuer l'intensité énergétique mondiale de 3 % par an (contre 1,2 % en 2018), profiter de la baisse des coûts des technologies bas-carbone pour engendrer une transition rapide du charbon vers les énergies renouvelables en Asie et amener l'ensemble des parties prenantes (investisseurs, gouvernements et entreprises) à faire converger leurs efforts dans la lutte contre le réchauffement climatique. Il permettrait, en outre, un accès universel à l'énergie dès 2030 et une réduction drastique des impacts sur la santé de la pollution et du réchauffement climatique.

Consommation mondiale d'énergie primaire et émissions de CO₂



- <https://www.iea.org/weo2019/>
- <https://www.connaissancedesenergies.org/world-energy-outlook-2019-differents-scenarios-mais-toujours-beaucoup-denergies-fossiles-191113>
- https://www.lemonde.fr/energies/article/2019/11/13/trois-questions-autour-de-l-avenir-energetique-de-la-planete_6018920_1653054.html
- <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/le-dernier-rapport-de-l-ai-e-alerte-sur-l-urgence-des-changements-necessaires-dans-l-energie-20191113>
- <https://www.carbonbrief.org/profound-shifts-underway-in-energy-system-says-iea-world-energy-outlook>

Veille opérationnelle

Actualité des armées

25. Réchauffement climatique : Les bases militaires américaines menacées par des chaleurs extrêmes dans les prochaines décennies

Le 2 juillet 2019, l'*Union of Concerned Scientists* a publié un rapport généraliste, *Killer Heat in the United States: Climate Choices and the Future of Dangerously Hot Days*, qui analyse les conséquences aux États-Unis des pics et vagues de chaleur à long terme.

Le 11 novembre 2019, cette organisation à but non-lucratif a publié une nouvelle étude centrée sur les effets de ces canicules sur les forces armées américaines. Ce sont 169 bases militaires américaines qui risquent d'être fortement impactées par le réchauffement climatique dans les prochaines décennies, notamment par l'allongement des périodes de canicules. Le scénario le plus alarmant, mais néanmoins le plus probable, prévoit une augmentation globale des températures aux États-Unis de 8 degrés Fahrenheit en moyenne – soit 4.3 degrés Celsius environ – d'ici 2100.

L'étude se base sur les tendances climatiques actuelles pour mesurer l'évolution du nombre moyen de jours par an où la température excèdera les 37.8°C environ – d'ici la moitié du siècle (2036-2065) et la fin du siècle (2070-2099). D'ici 2050, et en comparaison avec les données moyennes obtenues pour la période de 1971 à 2000, le nombre moyen de jours par an avec un indice de chaleur supérieur à 37.8°C environ, devrait quintupler. Le nombre de jours par an avec un indice de chaleur supérieur à 40.5°C environ – devrait quant à lui quadrupler. La carte ci-dessous montre les installations militaires qui subissent un indice de chaleur supérieur à 37,8°C :

Nombre de jours par an dont l'indice de chaleur dépasse les 37,8°C



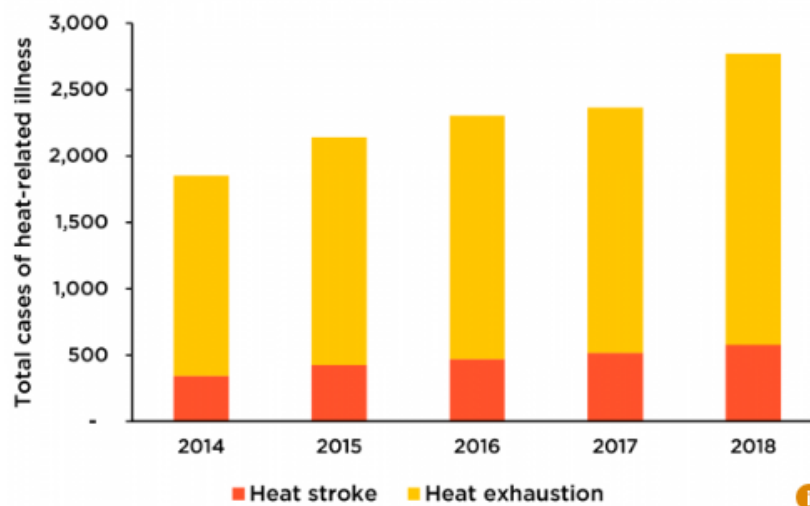
Installations Experiencing Heat Index >100°F

- More than 30 Days per Year, by Midcentury
- More than 30 Days per Year, Historically
- Fewer than 30 Days per Year, by Midcentury

Source : <https://blog.ucsusa.org/kristy-dahl/military-extreme-heat>

Les résultats de cette étude préoccupent d'autant plus que le nombre de maladies/indisponibilités causées par la chaleur chez les militaires augmente ces dernières années, avec presque 2.800 cas recensés aujourd'hui (voir le diagramme ci-dessous). Parmi ces 2.800 cas, seulement 67% sont déployés à l'étranger et 33% aux États-Unis. Les températures extrêmes présentent non seulement des risques pour la santé des militaires mais pourraient également impacter leur efficacité opérationnelle.

Évolution du nombre de maladies liées à la chaleur (2014-2018)



- Kristina Dahl, Erika Spanger-Siegfried, Rachel Licker, Astrid Caldas, John Abatzoglou, Nicholas Mailloux, Rachel Cleetus, Shana Udvardy, Juan Declet-Barreto, Pamela Worth, *Killer Heat in the United States: Climate Choices and the Future of Dangerously Hot Days*, Union of Concerned Scientists, July 2019, 23p. <https://www.ucsusa.org/resources/killer-heat-united-states-0>
- Dahl, Kristina, Shana Udvardy, *US Military on the Front Lines of Extreme Heat*, Union of Concerned Scientists, 11 November 2019, <https://www.ucsusa.org/resources/us-military-bases-risk-extreme-heat> , (Fichier Excel complet disponible au téléchargement)

- Kristy Dahl, "US Military on the Front Lines of Extreme Heat", *Union of Concerned Scientists (Science for a healthy planet and safer world)*, Blog, 10 November 2019, <https://blog.ucsusa.org/kristy-dahl/military-extreme-heat>
- <https://ucsusa.maps.arcgis.com/apps/MapSeries/index.html?appid=e4e9082a1ec343c794d27f3e12dd006d&entry=6>

26. La liberté de ton sur le changement climatique du Collège de Guerre de l'U.S. Army

Plusieurs hauts responsables américains de l'armée de Terre, de la Nasa, de l'Air Force, de la Defense Intelligence Agency, en poste ou à la retraite, ainsi que deux chercheurs, ont publié dans les collections du Collège de Guerre de l'U.S. Army un rapport soulignant plutôt crûment l'impréparation des forces armées américaines face aux défis posés par le changement climatique sur la sécurité nationale et les opérations extérieures.

L'approvisionnement en eau des forces sur un théâtre étranger est considéré comme une vulnérabilité critique. Le rapport note que depuis 2015, les forces déployées ne sont pas autosuffisantes en eau, et dépendent donc d'approvisionnements extérieurs. Cette dépendance risque de s'accroître drastiquement à cause du changement climatique. Les auteurs estiment ainsi que « l'U.S. Army est proche d'échouer à assurer l'approvisionnement eau des forces dans un environnement aride contesté ».

Le Bangladesh est considéré comme le pays le plus vulnérable à l'effondrement climatique dans le monde, et des conflits de type syrien (le rapport fait le lien avec les conditions climatiques au Proche-Orient) pourront conduire à l'engagement de forces américaines sur de nouveaux théâtres.

Les forces armées seront « probablement » appelées à intervenir sur le territoire national contre la propagation de maladies infectieuses. Le rapport relève que leur prévalence augmentera, sous l'effet conjugué de l'extension des aires de présence d'insectes vecteurs de ces maladies, et des migrations humaines provenant des régions tropicales.

Les auteurs envisagent « l'effondrement » du réseau électrique américain, considéré comme « fragile ». Les nouvelles évolutions du climat, avec des périodes prolongées de chaleur, de sécheresse et de froid, menacent le réseau national, avec des risques d'effets en cascade (eau, assainissement, perte de systèmes informatiques, téléphoniques, de communication et de transports...).

Les auteurs consacrent la moitié du document à une dizaine de recommandations en précisant leur l'horizon de mise en œuvre et l'effort financier qu'elles induisent. Le rapport n'est plus disponible sur le site du Collège de Guerre de l'U.S. Army (mais il est encore en ligne sur des sites non liés au Pentagone).

- Caitlin Werrel, Francesco Femia, « U.S. Army War College: Climate Change Presents Serious Threat to the Military Mission in 20 Years », *The Center for Climate and Security*, 25 October 2019, <https://climateandsecurity.org/2019/10/25/u-s-army-war-college-possible-collapse-of-the-military-mission-in-20-years-due-to-climate-change/>
- United States Army War College, *Implications of Climate Change for the U.S. Army*, October 2019, 50p., https://climateandsecurity.files.wordpress.com/2019/07/implications-of-climate-change-for-us-army_army-war-college_2019.pdf

27. Le U.S. Department of Energy et le Department of Defense développent un véhicule de secours « post-catastrophe » alimenté à l'hydrogène

Les phénomènes climatiques extrêmes de ces dernières années aux États-Unis – les incendies en Californie et les ouragans sur la côte Est et dans les Caraïbes, et notamment l'ouragan Dorian au Bahamas – ont suscité l'intérêt pour des véhicules spécialisés lors d'interventions sur des lieux sinistrés après une catastrophe. L'un des premiers besoins recherchés est l'autonomie des capacités déployées.

Le U.S. Department of Energy (DOE) a d'ailleurs annoncé qu'il collaborait avec le Department of Defense (DOD) pour le développement d'un véhicule de secours alimenté à l'hydrogène, le 'H2Rescue'. L'objectif principal de ce véhicule est de permettre aux militaires et aux équipes de premier secours d'intervenir rapidement dans des zones sinistrées, difficiles d'accès, en

favorisant leur autonomie. En effet, le 'H2Rescue' devrait pouvoir fournir de l'électricité, du chauffage et même de l'eau potable pour une durée de 24 à 72 heures.

Prototypes du H2Rescue



Sources : <https://pressfrom.info/ca/autos/news/-171996-us-to-develop-hydrogen-fuel-cell-disaster-relief-vehicle-to-better-serve-emergencies.html> et <https://pressfrom.info/ca/autos/news/-171996-us-to-develop-hydrogen-fuel-cell-disaster-relief-vehicle-to-better-serve-emergencies.html>

Le projet du véhicule 'H2Rescue' s'inscrit dans l'initiative 'H2@Scale' du DOE, qui explore le potentiel d'une production et utilisation de l'hydrogène à plus grande échelle et à travers différents secteurs aux États-Unis.

- "U.S. Department of Energy and U.S Army Collaborate to Develop Hydrogen Fuel Cell Vehicle Technology for Emergency Disaster Relief", Office of Energy Efficiency and Renewable Energy, 8 October 2019, <https://www.energy.gov/eere/fuelcells/articles/us-department-energy-and-us-army-collaborate-develop-hydrogen-fuel-cell>
- 'L'armée américaine développe un camion de secours à hydrogène', H2mobile, Philippe Schwoerer, 10 octobre 2019, <https://www.h2-mobile.fr/actus/armee-americaine-developpe-camion-secours-hydrogene/>
- <https://www.energy.gov/eere/fuelcells/h2scale>

28. Les premiers projets d'énergie renouvelable de l'armée pakistanaise

Le Pakistan connaît une grave crise de disponibilité de l'électricité depuis deux décennies. Le déficit de production est structurellement d'environ un tiers de la demande, causant des coupures d'électricité de plusieurs heures par jour sur l'ensemble du territoire. L'armée pakistanaise a récemment conduit une série d'études afin de réduire sa consommation d'électricité à la fois pour des raisons budgétaires (prix croissant de l'électricité), et pour améliorer la résilience énergétique de ses emprises.

Dans le cadre de cette démarche, l'armée pakistanaise a décidé de déployer des énergies renouvelables sur différentes bases. Plusieurs parcs solaires, d'une puissance de 1 à 5 MW, devraient ainsi être installés progressivement, pour une capacité totale de 40 MW. Le gouvernement pakistanais soutient ce projet et le Ministère de la Défense espère un prix de revient avec l'électricité d'origine solaire 20 à 30% moins cher que l'électricité (produite essentiellement à partir du charbon) distribuée par les fournisseurs pakistanais. Ces parcs solaires seront développés dans le cadre de concessions (Build-Operate-Transfer ou BOT) de 25 ans.

L'article évoque une capacité de production de l'ordre de 240 MW pour l'ensemble de l'armée pakistanaise, estimation qui paraît particulièrement basse au regard du nombre d'emprises et de personnels militaires. Le budget « Énergie » de l'armée pakistanaise est évalué à 107 millions de dollars par an.

- 'Army Decides to Start Generating Electricity', Business Recorder, Mushtaq Ghumann, 1 November 2019, <https://www.brecorder.com/2019/11/01/540115/army-decides-to-start-generating-electricity/>

29. Des maisons à panneaux solaires protégeront désormais les soldats indiens du froid dans la région du Ladakh

L'ingénieur et entrepreneur indien Sonam Wangchuk travaille avec l'entreprise *Visaka Industries* sur le développement d'un projet innovant de maisons à énergie solaire pour protéger les militaires indiens des hivers rigoureux dans la région du Ladakh. Le Ladakh est la région de l'Inde avec l'altitude moyenne la plus élevée, puisqu'une grande partie de son territoire dépasse les 3000 mètres d'altitude. En hiver, les températures descendent régulièrement sous les -20°C et des sources de chauffage s'avèrent indispensables. Cependant, le transport du diesel, kérosène et même du bois s'avère très difficile en raison de l'isolement de la région et des conditions climatiques de haute altitude.

La région étant très sèche (300 jours d'ensoleillement par an), l'énergie solaire s'impose comme étant l'alternative, à la fois pour chauffer les soldats indiens et pour réduire l'empreinte énergétique des forces indiennes. Le concept consiste en un panneau solaire qui constitue le toit d'une petite maison où les forces sont hébergées. Les panneaux seraient conçus pour supporter une forte charge de neige (4,5 tonnes par m²) et auraient un rendement supérieur de 20% à des panneaux classiques. Ils sont associés à une « maison-batterie » pour restituer de l'électricité la nuit. Quatre maisons correspondraient à une puissance installée de 1,3 kW.

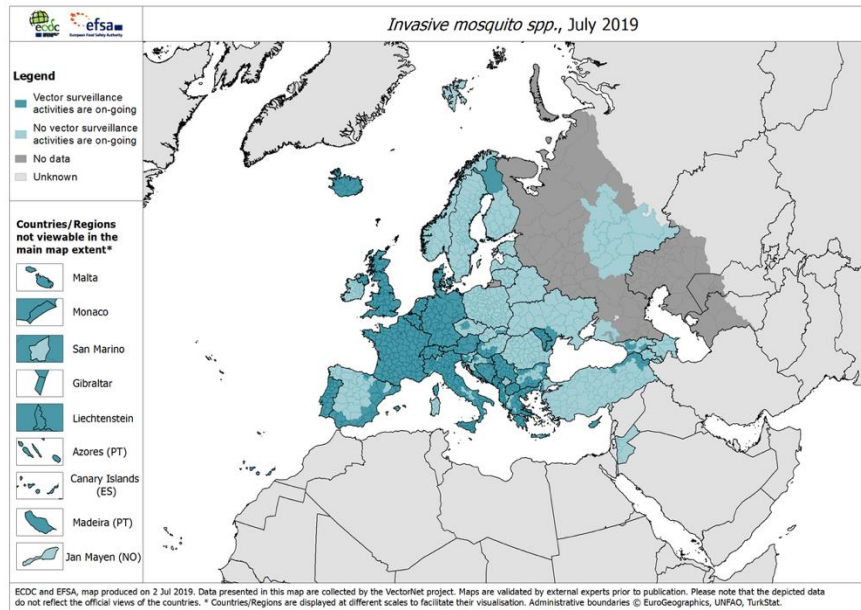
- "Now, solar battery house to shelter Indian Army from harsh Ladakh winters", *The Economic Times*, 30 September 2019, <https://energy.economictimes.indiatimes.com/news/renewable/now-solar-battery-house-to-shelter-indian-army-from-harsh-ladakh-winters/71376211>
- "Russian investors keen on Ladakh solar power project: Invest India", *The Economic Times*, 6 September 2019, <https://energy.economictimes.indiatimes.com/news/renewable/russian-investors-keen-on-ladakh-solar-power-project-invest-india/71006852>
- "Passive solar housing keeps people warm in icy Ladakh", *India Climate Dialogue*, Nivedita Khandekar, 26 February 2018, <https://indiaclimatedialogue.net/2018/02/26/passive-solar-housing-keeps-people-warm-icy-ladakh/>

Veille sanitaire

30. Premiers cas autochtones de maladie à virus Zika en France

Si la plasticité génétique des moustiques et les flux commerciaux ont permis l'implantation des moustiques dans des régions plus tempérées, le changement climatique contribue à l'expansion des maladies en accroissant le risque de transmission et en favorisant la reproduction des moustiques. Entre le 9 et le 30 octobre 2019, les autorités françaises ont signalé trois cas autochtones de maladie à virus Zika à Hyères, dans le Var. Les symptômes du premier patient sont apparus le 29 juillet, puis une recherche active dans le même quartier a permis d'identifier deux autres cas probables. Ni la première personne infectée, ni son partenaire n'ont voyagé en zone d'endémie et aucun autre mode de transmission – par voie sexuelle ou suite à un don d'organe – n'a pu être mis en évidence. Il s'agit vraisemblablement du premier épisode de transmission vectorielle locale du virus en France métropolitaine. Afin de déterminer les voies de transmission et d'éviter la propagation de la maladie, les autorités ont organisé des enquêtes épidémiologique et entomologique, ainsi qu'une action de lutte antivectorielle. Les professionnels de santé amenés à suivre des femmes enceintes résidant dans le quartier concerné ou y ayant vécu ont reçu des informations sur le diagnostic, la détection et la notification. Le principal vecteur de la transmission du virus Zika, le moustique *Aedes aegypti*, n'est pas établi en France, tandis qu'*Aedes albopictus* qui y est établi est moins compétent. Les baisses de températures lors de la période hivernale devraient entraîner une diminution de l'activité de vecteurs impliqués dans la transmission de la maladie. D'après l'évaluation de l'OMS, le risque global de propagation de la maladie au niveau national est très faible, de même qu'aux niveaux régional et international.

Surveillance des espèces invasives de moustiques en Europe



Source :

Centre for Disease Prevention and Control, juillet 2019.

European

- <https://www.who.int/csr/don/01-novembre-2019-zika-virus-disease-france/fr/>
- <https://www.ecdc.europa.eu/en/publications-data/rapid-risk-assessment-zika-virus-disease-var-department-france>
- <https://www.ecdc.europa.eu/en/news-events/epidemiological-update-third-case-locally-acquired-zika-virus-disease-hyeres-france>
- <https://www.ecdc.europa.eu/en/publications-data/invasive-mosquito-spp-current-known-surveillance-july-2019>
- <https://edition.cnn.com/2019/11/07/health/zika-europe-cases-scn-intl/index.html>
- <https://www.lapresse.ca/environnement/dossiers/changements-climatiques/201604/19/01-4972741-le-rechauffement-climatique-favorise-l'expansion-de-zika.php>

31. Stérilisation des insectes vecteurs pour la lutte antivectorielle

Les changements climatiques ont une influence sur l'épidémiologie des maladies vectorielles. Ils affectent en effet la répartition géographique des vecteurs, leur densité et leur capacité à transmettre les maladies. L'Organisation mondiale de la santé a annoncé la mise en place d'une mission pilote pour tester l'emploi de la technique des insectes stériles (SIT) afin de lutter contre des maladies telles que la dengue, le Chikungunya ou la maladie à virus Zika. La SIT repose sur le principe d'une stérilisation des vecteurs mâles. Une grande quantité de ces vecteurs sont élevés dans un environnement contrôlé puis relâchés dans la nature afin qu'ils s'accouplent avec des vecteurs femelles sauvages. Comme ils ne peuvent pas se reproduire, la population diminue progressivement. Cette technique a été initialement développée par l'U.S. Department of Agriculture et est désormais employée partout dans le monde pour lutter contre les insectes s'attaquant aux récoltes et au bétail, comme par exemple la mouche méditerranéenne des fruits ou la lucile bouchère.

Le Programme spécial de recherche et de développement sur les maladies tropicales (TDR) et l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) ont développé, en partenariat avec l'OMS et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), des lignes directrices à destination des pays dont les autorités veulent utiliser cette technique pour les moustiques Aedes. Elles recommandent d'adopter une approche graduée, en commençant par une première étape permettant de tester l'efficacité de la méthode. Trois équipes rassemblant des spécialistes d'organismes de recherche et d'agences en charge de la lutte anti-vectorielle, et d'intervenants en santé publique issus de plusieurs pays devraient être chargées de tester son efficacité dans le contexte de la lutte contre des maladies humaines.

- <https://www.who.int/news-room/detail/14-11-2019-mosquito-sterilization-offers-new-opportunity-to-control-chikungunya-dengue-and-zika>

- <https://www.medisite.fr/moustique-figre-moustique-figre-des-scientifiques-ont-trouve-un-moyen-de-eradiquer.5522401.720029.html>

32. Pandémies de peste : le climat plutôt que les rats ?

La détection en Chine de deux cas de forme pulmonaire de la peste, la plus dangereuse, associée aux pandémies historiques, a suscité des craintes importantes parmi la population et conduit les autorités chinoises (par le biais de la *National Health Commission*) à mettre en œuvre des mesures pour éviter la propagation de la maladie dans des zones densément peuplées. Elles incluent notamment la surveillance des personnes susceptibles d'avoir été en contact. La forme pulmonaire, moins fréquente, peut se transmettre par les gouttelettes de salive émises lors de la toux et est systématiquement mortelle en l'absence de traitement. Administrés à temps, les antibiotiques sont cependant très efficaces.

Après des années de silence, la peste peut réapparaître brutalement dans un pays où elle était pourtant considérée comme éradiquée. Alors que les rats ont été incriminés depuis des siècles pour expliquer la propagation de la peste, des travaux récents semblent montrer que les multiples ré-introductions de la maladie en Europe au cours de l'histoire seraient plutôt liées à des modifications climatiques en Asie. Lorsque le climat devient plus chaud et plus humide, la population de rats diminue et les puces, vecteurs de la maladie, cherchent alors des hôtes alternatifs, comme les animaux domestiques ou les êtres humains.

- <https://www.scmp.com/comment/opinion/article/3039022/climate-change-can-raise-risk-plague>
- <https://www.smithsonianmag.com/science-nature/plague-pandemic-may-have-been-driven-climate-not-rats-180954378/>
- <https://www.pasteur.fr/fr/centre-medical/fiches-maladies/peste>

Actualités

Événements à venir

✓ Africa Security Forum, Rabat (Maroc) - 1 au 3 décembre 2019

La 4ème édition de l'Africa Security Forum sera placée sous le signe de « l'impact du changement climatique sur la sécurité en Afrique ». Cette thématique sera abordée à travers trois angles, qui constitueront les trois temps forts de cette édition 2019 : la sécurité alimentaire et la gestion de l'eau (gestion améliorée de l'eau, variations climatiques et sécurité alimentaire, rendement des cultures et productivité du bétail) ; l'accroissement démographique et le développement agricole (insécurité alimentaire et malnutrition, population vulnérable et instabilité sociale, crise alimentaire et développement agricole) ; anticiper les solutions de demain (sécurité nationale et conflits régionaux, mécanismes d'alerte et coopération continentale, gestion des réserves stratégiques).

- <http://africa-security-forum.org/fr/accueil/>

✓ COP25 à Madrid (Espagne) – 2 au 13 décembre 2019

La Conférence des Parties (Conference of the Parties) de la CCNUCC (Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique) se tiendra à Madrid en décembre 2019. A un an d'un point d'étape et de mises à jour des ambitions et des feuilles de route nationales des parties, cette COP est un événement central pour relancer la dynamique et faire suite au Sommet pour l'Action Climatique du Secrétaire Général de l'ONU en septembre.

- <https://www.cop25.cl/en/>

✓ **Aligner la finance avec les objectifs du développement durable (ODD) à Paris – 28 au 30 Janvier 2020**

Les participants discuteront de la manière dont la communauté internationale peut favoriser un changement collectif vers l'alignement de la finance avec les ODD à deux niveaux : 1) orienter la finance de développement et commerciale vers des projets durables sur le plan social et environnemental et 2) veiller à ce que les activités commerciales contribuent aux objectifs, par le biais de leur emploi, de leurs achats et d'autres pratiques et politiques pertinentes.

- <https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/themes-financement-developpement/private-finance-for-sustainable-development.htm>

Vient de paraître

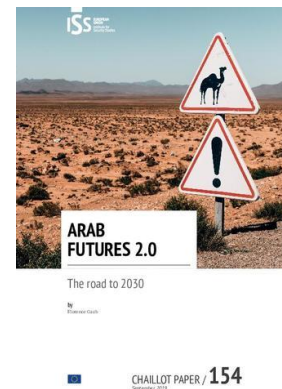
Goldman Sachs – Rendre les villes résilientes aux changements climatiques – Septembre 2019

Les villes, qui abritent plus de la moitié de la population mondiale, seront à l'épicentre du défi que représente l'adaptation aux changements climatiques. L'urbanisation rapide dans certains pays en développement accentuera ce défi. Une plus grande résilience nécessitera probablement une planification urbaine plus poussée, avec des investissements dans la protection côtière, des constructions résilientes aux variations climatiques, des infrastructures plus robustes, l'amélioration des systèmes de gestion de l'eau et des déchets, la résilience énergétique et des systèmes de communication et de transport plus solides. Malgré l'incertitude autour de l'ampleur de l'impact des changements climatiques, il peut être prudent pour certaines villes de commencer à investir dans l'adaptation dès maintenant, et de le faire de manière à permettre une flexibilité maximale à l'avenir. Compte tenu de l'ampleur de la tâche, l'adaptation urbaine devra probablement s'appuyer sur des sources de financement innovantes.



Institut des études de sécurité de l'Union européenne (ISS) - Rapport Arabs future 2.0 – Septembre 2019

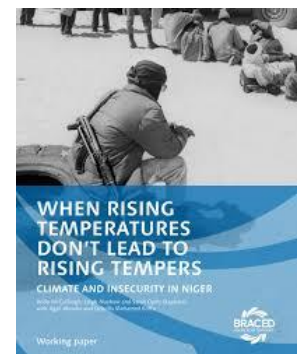
Ce rapport produit par l'ISS analyse les changements du paysage géostratégique de la région MENA, avec l'émergence de nouveaux acteurs et la retraite d'anciens. Alors que la région semble s'être remise des chocs de 2011 et de leurs conséquences, la prochaine décennie sera marquée par d'importants défis, dont les changements climatiques et leurs impacts (vagues de chaleur, stress hydrique, élévation du niveau des mers). Les États rencontrant des problèmes structurels et marqués par des conflits, comme la Mauritanie, le Yémen, l'Irak, la Syrie et le Soudan seront ceux les plus touchés. Les communautés rurales, les citoyens pauvres et les populations marginalisées et déplacées seront les plus durement touchées.



- <https://www.iss.europa.eu/content/arab-futures-20>

BRACED – Climat et insécurité au Niger – Septembre 2019

Ce rapport explore les liens complexes et obscurs entre variabilité / changement climatique et prolifération des réseaux armés opérant dans le nord du Niger. La méthodologie examine les facteurs influençant le choix de 29 passeurs membres de réseaux armés d'opter pour cette activité. L'étude montre également que le changement climatique n'est pas un facteur dominant derrière la prolifération des réseaux armés dans la région. Plutôt, c'est l'interaction entre politique globale et pratiques commerciales locales, ainsi que la corruptibilité des fonctionnaires au Nord du Niger, qui produisent une économie politique qui incite les jeunes à devenir passeurs. Dans le futur, les menaces telles que l'instabilité financière, la volatilité des marchés, le soutien aux politiques protectionnistes et la montée des nationalismes auront probablement un impact plus important sur la prolifération des groupes armés au Nord du Niger que le changement et la variabilité climatique.

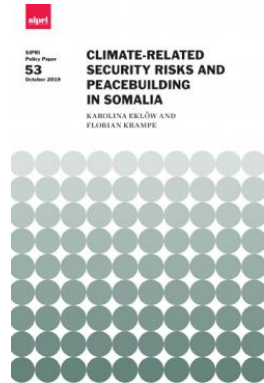


- <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/12946.pdf>

SIPRI – Risques sécuritaires liés au climat et consolidation de la paix en Somalie – Octobre 2019

Les risques sécuritaires liés au climat transforment le paysage sécuritaire dans lequel se déroulent les efforts multilatéraux de consolidation de la paix. Ce document offre un aperçu de l'avenir de la consolidation de la paix à l'ère des changements climatiques en fournissant une évaluation approfondie de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (UNSOM). Bien qu'il reste encore des améliorations à apporter, les nouvelles initiatives d'UNSOM pourraient contribuer à apporter un ensemble de réponses qui répondent au besoin d'une intervention humanitaire rapide à court terme et à l'objectif de long terme de parvenir à construire une société durable et résiliente.

- <https://www.sipri.org/publications/2019/sipri-policy-papers/climate-related-security-risks-and-peacebuilding-somalia>



Climate Diplomacy - Changement climatique, conflit et action humanitaire – Octobre 2019

Explorer la relation entre l'action humanitaire, les conflits, le climat et l'environnement n'a jamais été aussi urgent. Le secteur humanitaire subit d'énormes pressions. Il s'efforce de répondre aux demandes croissantes posées par le changement climatique, la nature changeante des conflits, la gravité croissante des catastrophes et la nature prolongée des crises. À l'heure actuelle, plus de 125 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire et plus de 60 millions ont été déplacées. Les perspectives d'avenir ne montrent aucune réduction, le changement climatique ne devant que renforcer le nombre et l'intensité des catastrophes. La publication répond à quatre questions : Pourquoi penser conjointement le changement climatique, les conflits et l'action humanitaire ? Comment le changement climatique et les conflits affectent-ils les besoins humanitaires ? Quels sont les défis pour répondre aux défis climatiques, à la consolidation de la paix et à l'action humanitaire ? Comment améliorer les interventions humanitaires dans les contextes affectés par les conflits et des variations climatiques ?

- <https://www.climate-diplomacy.org/file/3867/download?token=lrXBF319>



Climate Fragility Risks Brief: Afghanistan, Climate Security Expert Group, octobre 2019

Dans le cadre du programme Climate Diplomacy, le Climate Security Expert Group vient de publier un nouveau Climate Fragility Risks Brief sur l'Afghanistan. Le document fait état de cinq faiblesses liées aux évolutions climatiques qui pourraient peser sur le pays : la dégradation des conditions de subsistance liée au stress hydrique, aux catastrophes naturelles menant à un exode rural massif ; des sécheresses qui pourraient continuer de favoriser la culture du pavot, très résiliente et résistante, et donc l'économie de la drogue ; des tensions inter-ethniques autour de la gestion de l'eau et des terres arables ; les tensions internationales autour de la gestion commune des bassins versants, insuffisamment développée et dont le pays pourrait pâtir en raison de la faiblesse de ses infrastructures par rapport à ses voisins ; la mise en valeur des ressources de lithium dans le cadre de la transition énergétique qui pourrait contribuer à l'apparition d'un syndrome hollandais

- <https://www.climate-security-expert-network.org/>
- https://climate-security-expert-network.org/sites/climate-security-expert-network.com/files/documents/csen_climate_fragility_factsheet_-_afghanistan.pdf



Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE)– Emissions Gap Report 2019 – Novembre 2019

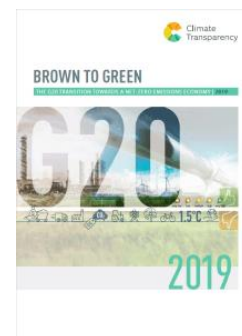
Ce rapport est la dixième édition du *Emissions Gap Report* (rapport sur l'écart des émissions) du PNUE. Il offre la dernière évaluation des études scientifiques sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) actuelles et les estimations futures, et les compare aux niveaux d'émission admissibles pour que l'on parvienne à progresser sur une voie permettant d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris. Cette différence entre « Où nous sommes susceptibles d'être et où nous devons être » est appelé « écart d'émission ». Les conclusions sont sombres : les pays ont collectivement échoué à arrêter la croissance des émissions mondiales de GES, ce qui signifie que des coupes plus profondes et plus rapides sont maintenant nécessaires. Cependant, un certain nombre de développements encourageants ont eu lieu et la concentration politique sur la crise climatique se développe dans plusieurs pays, avec la mobilisation de la société civile. En outre, les technologies pour les réductions d'émissions rapides et rentables se sont améliorées.



- <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/30798/EGR19ESEN.pdf?sequence=13>

Climate Transparency – G20 Brown to Green Report 2019 – Novembre 2019

Ce rapport fournit un aperçu complet de tous les pays du G20, indiquant si et comment ils réalisent la transition vers une économie décarbonnée. Le rapport s'appuie sur les dernières données d'émissions de 2018 et couvre 80 indicateurs sur la décarbonation, les politiques climatiques, les finances et la vulnérabilité aux impacts du changement climatique. Fournissant des notations par pays, il identifie les dirigeants et les retardataires au sein du G20.



- <https://www.climate-transparency.org/g20-climate-performance/g20report2019>

Center for Climate & Security – The Responsibility to Prepare and Prevent – Novembre 2019

Avec le rythme rapide du changement climatique et ses implications probables pour la sécurité mondiale, l'ordre international actuel devra s'adapter - et s'adapter rapidement. La différence entre aujourd'hui et les grandes perturbations mondiales du passé réside dans le fait que, même si les risques sont sans précédent, notre capacité à prévoir l'est également. Cela pose les bases de la Responsabilité de se Préparer et de Prévenir (R2P2), cadre de gestion des risques liés à la sécurité climatique, que ce rapport vise à traiter. Ce cadre de gestion comprend ce que nous savons des risques liés à la sécurité climatique, les lacunes dans la gestion de ces risques et la manière de combler le déficit de gouvernance mondiale de la sécurité climatique.



- https://climateandsecurity.files.wordpress.com/2019/10/the-responsibility-to-prepare-and-prevent_a-climate-security-governance-framework-for-the-21st-century_2019_10.pdf

ADELPHI, Programme des Nations unies pour l'Environnement et l'Union Européenne - Aborder les risques de fragilité climatique, Établir un lien entre consolidation de la paix, adaptation au changement climatique et moyens de subsistance durables – Novembre 2019

La plupart des programmes de lutte contre le changement climatique ne traitent pas des conflits, et la plupart des programmes de consolidation de la paix ne prennent pas en compte les risques climatiques. En conséquence, les organisations de développement conçoivent fréquemment des programmes distincts pour l'adaptation au changement climatique et la consolidation de la paix, avec parfois des objectifs contradictoires. Cette note d'orientation soutient l'élaboration de stratégies, de politiques et de projets visant à accroître la résilience en liant l'adaptation au changement climatique, la consolidation de la paix et des moyens de subsistance durables.



➤ <https://www.climate-diplomacy.org/file/3886/download?token=sLSbvUfM>

OXFAM – Banque françaises, les fossiles raflent la mise – Novembre 2018

Oxfam France publie son rapport « Banques françaises : les fossiles raflent la mise » qui analyse les financements et investissements des six plus grandes banques françaises sur la période 2016-2017 et révèle, en totale contradiction avec l'Accord de Paris, leur nette préférence pour les énergies fossiles au détriment des énergies renouvelables. Ainsi, en 2016 et 2017, 1) Sur 10 euros de financements accordés par les banques aux énergies, 7 euros vont aux énergies fossiles, contre 2 euros seulement aux renouvelables ; 2) Les banques ont réduit leurs financements à destination des énergies renouvelables (moins 1,85 milliard d'euros) d'un montant équivalent à l'augmentation de leurs financements vers les énergies fossiles (+ 1,8 milliard d'euros) ; 3) Avec 12,8 milliards d'euros de financement aux énergies fossiles en 2016 et 2017, BNP Paribas reste la banque française qui soutient le plus énergies fossiles, alors qu'en novembre 2015, elle faisait partie des sponsors de la COP 21. Derrière suivent de très près le Crédit Agricole et la Société Générale, qui ont respectivement financé les énergies fossiles à hauteur de 12,6 milliards d'euros et 11,5 milliards d'euros sur la période 2016 – 2017. ; 4) Pour 1 euro accordé sur les marchés financiers en faveur des énergies renouvelables, les banques françaises accordent plus de 8 euros d'énergies fossiles.

